



Bundesrat

BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND  
BUNDESRAT



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
SÉNAT



SENAT RZECZYPOSPOLITEJ  
POLSKIEJ

### Déclaration conjointe

**du Président du Bundesrat de la République fédérale d'Allemagne, Stanislaw Tillich,  
du Président du Sénat de la République française, Gérard Larcher, et  
du Président du Sénat de la République de Pologne, Stanisław Karczewski,**

**le 21 octobre 2016,  
à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la création du « Triangle de Weimar »**

Nous, Stanislaw Tillich, Président du Bundesrat de la République fédérale d'Allemagne, Gérard Larcher, Président du Sénat de la République française, et Stanisław Karczewski, Président du Sénat de la République de Pologne, sommes réunis, le 21 octobre 2016, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du « Triangle de Weimar » en 1991, afin de manifester notre profond attachement à « l'esprit de Weimar » et notre souhait de renforcer cette forme de coopération au niveau parlementaire et en particulier entre les secondes chambres.

Ces vingt-cinq dernières années, le « Triangle de Weimar » a joué un rôle très important en tant que forum de discussion et de coopération trilatéral entre l'Allemagne, la France et la Pologne pour les échanges au niveau des Chefs d'État, des Gouvernements, des Parlements, des collectivités locales et de la société civile. La réunification allemande en 1990, l'adhésion de la Pologne et des autres pays d'Europe centrale et orientale à l'Alliance de l'Atlantique Nord en 1999 et à l'Union européenne en 2004 ont été le symbole de la réunification du continent européen, après la chute du « rideau de fer ». Le « Triangle de Weimar » est devenu aujourd'hui un important forum d'échange qui sert à renforcer la cohésion de l'Union européenne élargie.

Considérant les défis sans précédent auxquels l'Union européenne est aujourd'hui confrontée, tels que la menace terroriste, la crise migratoire, un nouveau modèle agricole européen, les conséquences du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne ;

Réaffirmant notre attachement à la construction européenne, à son héritage et à ses valeurs communes et estimant que l'Union européenne offre le cadre naturel, porteur d'avenir et indispensable pour assurer la liberté, la prospérité et la sécurité de l'Europe, pour définir des relations pacifiques entre ses peuples et pour contribuer à la paix et à la stabilité dans le monde, dans le respect des compétences des États membres ;

Prenant acte du sentiment largement partagé selon lequel l'Union européenne devrait mieux prendre en compte les préoccupations concrètes des citoyens et qu'elle devrait se concentrer sur les domaines où elle peut apporter une réelle « valeur ajoutée » et en laissant d'autres sujets aux processus de décision nationaux ou régionaux quand ceux-ci paraissent mieux placés pour agir afin d'atteindre nos objectifs communs ;

Estimant nécessaire d'intensifier la coopération trilatérale entre nos trois pays et de lui donner une nouvelle impulsion au niveau parlementaire et en particulier entre les secondes chambres ;

**Affirmons**

- que les Parlements nationaux, qui représentent les Peuples, ont un rôle essentiel à jouer, tant au niveau de chaque État, qu'au niveau interparlementaire, pour contribuer à rendre l'action de l'Union européenne plus légitime, plus efficace et plus proche des préoccupations concrètes des citoyens, en particulier par un meilleur respect du principe de subsidiarité ;

**Prenons l'engagement :**

- de nous réunir de manière régulière, en format « Weimar », notamment à l'occasion des réunions et rencontres interparlementaires, afin d'échanger sur des sujets d'intérêt commun ;
- d'encourager des réunions régulières des différentes structures parlementaires en format « Weimar » ;
- d'adopter d'ici la fin de l'année 2016, une « feuille de route » sur les prochaines réunions en format « Weimar », portant en particulier sur les thèmes suivants : les modalités du retrait du Royaume-Uni et la relance de l'Union européenne, le renforcement de la place et du rôle des Parlements nationaux et le contrôle du respect du principe de subsidiarité, une nouvelle politique agricole commune, la politique étrangère et la politique de sécurité et de défense commune et la libre circulation des personnes.

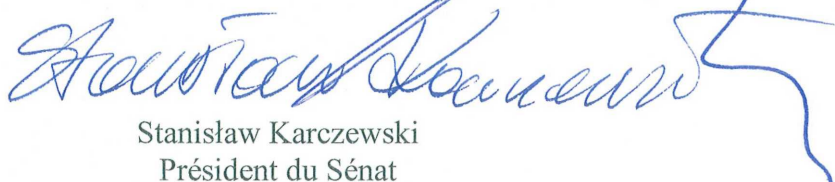
Le 21 octobre 2016



Stanislaw Tillich  
Président du Bundesrat  
de la République fédérale d'Allemagne



Gérard Larcher  
Président du Sénat  
de la République française



Stanislaw Karczewski  
Président du Sénat  
de la République de Pologne